

La révolution couve... à la Réunion

Maghreb, Moyen Orient, Espagne... à la Réunion aussi on commence à prononcer le mot révolution. Car derrière la belle carte postale de plages et cocotiers, existe une autre réalité : celle d'une société dont l'harmonie née du métissage, devient menacée.

Avec Eric Beeharry

Avec 30 % de chômage (55 % chez les jeunes), la société réunionnaise connaît une forte précarité. Ajoutez à cela les personnes âgées aux faibles retraites parce qu'elles ont peu, voire pas du tout travaillé de leur vie, et vous obtenez une population dont la moitié vit au-dessous du seuil de pauvreté. Tandis que les prix sont 2 à 3 fois supérieurs à ceux de la métropole...

Ailleurs, cette situation catastrophique aurait déjà provoqué chaos et révolution. Mais à la Réunion le modèle de la famille traditionnelle reste fort avec ses défauts (éducation violente et effacement de l'individu), mais aussi ses qualités comme la solidarité alimentaire. Ainsi la Réunion joue en permanence aux équilibristes pour faire tenir ensemble des catégories sociales qui s'éloignent de plus en plus. Mais pour combien de temps encore ? **Avec la crise économique démarrée fin 2008 et dont on attend encore la sortie, les effets du chômage de masse se sont démultipliés.**

Ainsi les inégalités de revenus entre professions libérales, cadres, fonctionnaires surrémunérés via la prime de vie chère d'une part et les classes moyennes (fonctionnaires précaires et SMICards du privé condamnés à le rester à vie en raison de la pression sur les salaires) d'autre part s'accroissent rapidement ces dernières années. **La crise ayant également généré quantité de licenciements dans le privé et freiné les embauches dans le public, un choc social de plus a été porté à la Réunion et que ne peuvent désormais plus encaisser les familles, elles-mêmes frappées par la crise.**

Des raisons d'espérer

Pourtant des pistes de développement existent. La Réunion reçoit trois fois moins de touristes que sa voisine l'île Maurice. Les échanges économiques avec les pays de sa zone géographique - et notamment l'export - restent à développer.

On a donc là deux niches d'activité majeures pour fournir à la Réunion une croissance riche d'emplois. Mais nous pourrions encore énumérer d'autres voies encore peu empruntées, comme les énergies renouvelables et un New Deal de grandes infrastructures (tramway notamment) avec les fonds européens et des collectivités territoriales déjà conséquents. Alors pourquoi ce décollage économique n'a-t-il pas lieu ? **Tout simplement parce qu'à la Réunion l'agent économique, qu'il soit consommateur ou entrepreneur, se trouve placé entre le marteau et l'enclume.**

Un blocage économique

D'un côté, on a des monopoles solidement constitués dans des secteurs clés comme l'importation, la grande distribution, les carburants et le secteur aérien (pour ne citer qu'eux). Ces grands groupes pèsent tant sur l'économie locale qu'ils arrivent à empêcher l'apparition d'une concurrence saine et véritable. Concurrence qui ferait baisser les prix, redonnerait du pouvoir d'achat aux Réunionnais et créerait donc de l'emploi avec l'argent réinjecté dans le circuit productif, au lieu de dormir dans les comptes des actionnaires de ces monopoles qui abusent de leur position dominante pour pratiquer des marges commerciales indécentes.

Un blocage politique

De l'autre côté, on a toute une classe politique qui paraît déconnectée des réalités ou qui ne dispose pas suffisamment de culture économique ou pire encore : de volonté politique pour bousculer l'ordre établi au profit de la population.

Ainsi la droite locale en reste au saupoudrage avec quelques chantiers publics pour relancer le BTP Complaisante avec les monopoles, dont certains dirigeants font d'ailleurs partie de ses élus, elle ne cherche pas à favoriser la concurrence. Quant à la gauche, elle se contente de faire du social - et elle a raison vu l'urgence -, mais ne propose aucune politique économique. Ce qui est mortel pour une société. Si bien que les Réunionnais se retrouvent avec des dirigeants incapables de leur proposer un avenir et accusant vite Paris à la moindre critique.

Cela, alors même que les budgets du conseil général et du conseil régional sont largement supérieurs à la plupart des collectivités territoriales de métropole et que la Réunion dispose en plus de fonds européens conséquents, grâce à son statut de RUP (région ultrapériphérique).

Il en découle alors un profond dégoût des Réunionnais pour la politique caractérisé par une très forte abstention allant jusqu'à 70 % dans certains cantons aux élections de mars 2011.

Un climat prérévolutionnaire

Dès lors, tous les ingrédients sont réunis pour un soulèvement populaire. Pauvres de plus en plus nombreux, classes moyennes déclassées, dualisation de la société entre nantis et exclus, classe politique inefficace et dangereusement passive, toutes ces données renforcées par la crise poussent les citoyens réunionnais à la frustration et même à la colère.

Observant attentivement les révolutions du Maghreb, du Moyen Orient et maintenant les Indignados en Espagne, la jeunesse réunionnaise sans avenir - pourtant diplômée - et tous les autres exclus de la société de consommation s'interrogent sur l'opportunité d'une imitation locale de ces contestations, dont la résonance se fait de plus en plus mondiale. D'autant plus que la Réunion (passée directement du statut de colonie à celui de département français en 1946) n'a jamais connu de Révolution. **L'île n'a pas vécu cette bascule historique qu'ont connue la plupart des régions du monde et qui fait évoluer les mœurs d'un coup, mais répartit aussi mieux les richesses durablement.**

Pour autant si ces événements avaient lieu, il n'y aurait pas forcément lieu de s'en réjouir. Des figures politiques qui militaient dans les années 40, 50 et 60 pour l'indépendance de l'île sont toujours là, à veiller au grain.

Un élu local de leur tendance m'a même confirmé qu'ils n'attendaient que cela pour enfin s'attribuer tout le pouvoir. On verrait alors une caste politique se substituer à une caste économique, avec le risque pour la société réunionnaise de sombrer dans une misère absolue comparable à Madagascar. Soit l'exact contraire des aspirations des Réunionnais. Alors si un soulèvement populaire exaspéré par l'incapacité politique à sortir la Réunion du statu quo devait avoir lieu, espérons qu'elle sera menée par des Réunionnaises et des Réunionnais éclairés. Des citoyens qui chercheront avant tout un développement équilibré et accéléré, plutôt que la tentation de la République bananière.